

Initiatives ministérielles

Nous nous éloignons de plus en plus du principe selon lequel il incombe à la société d'offrir ce genre de programme éducatif, ces possibilités d'éducation, puisque c'est elle qui bénéficiera de la formation dispensée aux étudiants formés chez nous. Il est préférable de former nos propres gens plutôt que d'avoir recours à des personnes formées à l'étranger, qui viennent ici profiter des services que nous offrons aux personnes qui sont ici, qui travaillent chez nous, sans parler de ce que cela nous coûte. C'est ainsi que fonctionne notre système et il devrait, dans la mesure du possible, permettre aux étudiants canadiens de poursuivre leurs études tant qu'ils sauront en faire bon usage, c'est-à-dire à des fins intellectuelles plutôt que financières.

Un des problèmes du Canada est que nous avons trop eu recours à des étrangers pour combler les vacances, pour exploiter les possibilités; nous avons facilité les choses aux étrangers.

Nous pouvons et nous devons faire mieux. La mesure qui est proposée constitue un recul. Le gouvernement a présenté ce projet de loi en disant qu'il apportait une solution à un problème, mais en fait il n'a rien réglé, et il va maintenant chercher l'argent dans les poches des étudiants diplômés, que ces derniers réussissent ou non à se trouver un emploi au cours de la période visée, qu'ils aient ou non des difficultés financières.

• (1320)

Cette mesure aura probablement pour résultat de faire augmenter le nombre de prêts en retard que les fonctionnaires du gouvernement tentent de récupérer. Je me demande combien il en coûte vraiment pour recouvrer ces montants. Est-ce que cela en vaut la peine? Évidemment, dès que ces gens trouvent un emploi, nous commençons presque immédiatement à leur faire payer des impôts, la taxe de vente et la TPS. Faut-il les suivre? Nous savons bien que, de toute façon, certains vont s'esquiver. En quittant le Canada, bon nombre d'entre eux s'en tirent avec impunité.

Si le gouvernement compte faire un pas en avant en adoptant cette mesure législative plutôt qu'en insistant auprès des étudiants sous prétexte qu'ils seront en mesure de rembourser et qu'ils le feront probablement, pourquoi ne dit-il pas simplement que cela fait partie de l'effort des Canadiens pour améliorer la situation de la société en général plus que leur situation personnelle?

Ce projet de loi devrait être retiré. Le gouvernement devrait repenser à la question et élaborer un programme

capable d'assurer l'instruction des Canadiens d'une meilleure façon que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant. Il devrait présenter un meilleur programme au lieu d'essayer de rafistoler son programme actuel en l'empirant.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, étant donné que la dette du Canada financée par des obligations sur le marché obligataire ou par des obligations d'épargne du Canada dépasse 370 milliards de dollars, que notre dette extérieure est supérieure à 300 milliards de dollars, que les gouvernements fédéral et provinciaux ont accumulé un déficit d'au moins 60 milliards de dollars cette année, qu'on s'inquiète parfois de la possibilité pour le gouvernement de pouvoir emprunter ou pas durant une semaine donnée à cause de la nature des marchés, que notre devise peut faire à tout instant l'objet de spéculations sur les marchés internationaux comme cela s'est produit à deux reprises à l'automne dernier, je suis surpris que les députés ne félicitent pas le gouvernement des efforts qu'il déploie pour épargner et réduire le coût de l'appareil gouvernemental.

Tous les jours, à la Chambre, les libéraux invitent le gouvernement à dépenser toujours davantage et les néo-démocrates lui disent eux aussi de dépenser plus, d'emprunter, de trouver cet argent quelque part, de l'imprimer au besoin, peu importe. Or nous voilà encore saisis d'un projet de loi qui tend à réduire le montant des emprunts, mais qui vise également à réduire le traitement du premier ministre et des ministres, ainsi qu'à s'assurer que les activités des lobbyistes, par exemple, s'autofinancent.

Il s'agit là de mesures que nous prenons pour faire en sorte que ce soit les utilisateurs des services gouvernementaux qui paient la note. Pourtant, les libéraux nous demandent de dépenser davantage, d'emprunter davantage et de nous endetter encore plus. C'est ce à quoi nous avons droit de la part du Parti libéral.

Tout cela alors que le chef libéral a déclaré l'autre jour à Toronto qu'il fallait être responsable sur le plan financier. Nos vis-à-vis prêchent cela à l'extérieur de la Chambre, mais dans cette enceinte, ils nous invitent à dépenser davantage, à emprunter encore plus et à ne modifier en rien les programmes gouvernementaux même si nous n'avons pas les moyens de les financer.

Je me demande vraiment où ils en sont et où ils veulent en venir. Les dispositions de ce projet de loi. . .

M. Kilgour: Parlez-nous des hélicoptères, Don.